

SYRIE

Renaud Girard, Grand reporter et chroniqueur international du *Le Figaro*

Mohammed, voici ma première question. La situation en Syrie a changé. Quel est votre avis sur la façon dont les Émirats et les autres pays membres du GCC voient cette nouvelle situation ? Cela les inquiète-t-il ? Il semblerait que ces récents changements profitent grandement à la Turquie. Cela les perturbe-t-il ou pas du tout ?

Mohammed Baharoon, directeur général du Dubai Public Policy Research Center (b'huth)

Bonjour à tous et merci de m'accueillir de nouveau parmi vous. Nous observons le monde sous l'angle des risques et opportunités, à cette nuance près que les risques tendent à venir à vous, alors que les opportunités demandent un effort de recherche. Il me semble que la situation actuelle en Syrie nous invite tous à chercher des opportunités et que ce serait une erreur de notre part que de laisser certaines divergences nous freiner, comme ce fut le cas après le Printemps arabe. Je pense c'est ainsi que les EAU analysent les choses : chaque risque offre aussi une opportunité de faire advenir certains progrès et c'est peut-être le bon moment pour œuvrer ensemble à investir dans l'État syrien. Quels que soient les responsables en place, nous avons besoin d'un État syrien. Je ne crois pas que la Turquie ou l'Iran soient désemparés. Je vois surtout une chance inédite à saisir afin d'apaiser certains conflits. Nous notons des signes très positifs en ce sens, tout en restant conscients de leur histoire. Et j'ajouterais qu'il importe de garder à l'esprit leur évolution historique. Toutefois, nous devrions également comprendre que beaucoup de choses ont changé, y compris pour nous dans les EAU. Nos ambitions politiques ne sont plus les mêmes qu'il y a 20 ans. Et je suis certain qu'il en va de même ailleurs, notamment en Turquie et en Iran. C'est peut-être une opportunité à saisir.

Renaud Girard

Volker, vous venez d'un pays qui a accueilli énormément de réfugiés syriens, dans le cadre de la politique de Merkel en 2015. Comment envisagez-vous le rôle que votre pays, l'Allemagne, puis l'Europe, peuvent jouer afin de stabiliser la situation en Syrie ?

Volker Perthes, Senior Distinguished Fellow du German Institute for International and Security Affairs (SWP)

Merci beaucoup Renaud et merci à Thierry et son excellente équipe de nous accueillir ici à nouveau. En effet, j'ai passé une grande partie de ma vie académique à m'intéresser à la Syrie. Comme vous l'avez dit, les Allemands ont dû composer avec de nombreux Syriens. Je suis très étonné de la manière dont mon propre pays, ainsi que d'autres pays européens, à peine quelques jours après la chute du régime d'Assad, ont ouvert le débat quant au renvoi des

Syriens dans leur pays. Je sais que la vaste majorité des Syriens venus en Allemagne et dans d'autres pays européens l'ont fait pour de bonnes raisons, parce que leurs villes avaient été bombardées ou avaient subi des attaques chimiques. La plupart se sont plutôt bien intégrés. Parler de les renvoyer en masse en Syrie relève donc de la folie ou de l'idiotie. Cela provoquerait d'importantes pénuries de main d'œuvre dans nos industries de service. Cela nous priverait de chercheurs, de médecins, d'architectes, d'ingénieurs, d'ouvriers du bâtiment, etc. Je ne vois vraiment pas comment l'Allemagne pourrait se passer d'eux. Évidemment, si des Syriens décident d'eux-mêmes de repartir en Syrie, nous devons les assister dans la démarche. Car ils seront une ressource précieuse pour reconstituer des liens de peuple à peuple entre les sociétés syrienne et européennes. C'est pourquoi, malgré tout ce qui a été dit sur le sujet après coup, ce fut une bonne chose pour l'Allemagne que de leur avoir ouvert nos portes en 2015 et en 2016.

En ce qui concerne la Syrie, je crois qu'en effet nous autres Européens avons un rôle à jouer. Malheureusement, notre rôle est très limité sur le conflit israélo-palestinien. Non pas qu'il n'y ait rien à faire. Mais les Européens n'ont pas de vision commune sur le sujet. Nous savons ce que nous voulons, à savoir une solution à deux États et une paix entre Israéliens et Palestiniens. Hélas, les pays membres de l'Union européenne sont incapables de voter d'une même voix à l'Assemblée générale des Nations unies. Autrement dit, nous nous neutralisons les uns les autres au lieu de rassembler nos forces, nos atouts et nos ressources. Je pense qu'il en va différemment à propos de la Syrie, en particulier dans la mesure où le président élu Trump a déjà tweeté, dans son style inimitable, que les États-Unis n'avaient aucun intérêt dans cette région du monde et qu'ils considèrent de fait la Syrie comme un pays hostile. À mes yeux, la responsabilité de soutenir la Syrie revient donc aux pays arabes voisins et aux Européens.

Je vois cinq points à traiter si nous voulons élaborer un programme ou une stratégie, au-delà du fait de mieux connaître les nouveaux maîtres de Damas. Nous en connaissons déjà certains par le biais des organisations humanitaires qui sont intervenues à Idlib. La plupart des travailleurs humanitaires qui ont coopéré avec Hayat Tahrir al-Cham à Idlib ont été impressionnés par le professionnalisme de ses troupes. Idlib compte deux millions d'habitants originaires de la région, et deux millions de réfugiés, à qui il a fallu fournir des papiers d'identité, tout en s'assurant d'apporter l'aide appropriée aux bonnes personnes. Or, ils ont fait preuve d'une efficacité remarquable. C'est peut-être un signe encourageant. Un autre signe positif, c'est que Ahmed al-Charaa et ses hommes sont originaires de diverses villes de Syrie. Quiconque a vécu dans une ville de Syrie et veut gouverner la Syrie sait que cela n'est pas faisable en appliquant un programme idéologique strict. La société syrienne est une mosaïque composée de musulmans sunnites, de Kurdes sunnites, d'Alaouites, de Druses, d'Ismaéliens et, bien sûr, de chrétiens. Gouverner la Syrie passe nécessairement par le respect et l'acceptation de ces réalités sociétales. J'ai l'impression qu'ils s'en rendent compte.

C'est pourquoi les Européens, les Arabes et toute autre bonne volonté, en plus d'apprendre à les connaître, doivent en priorité soutenir un processus politique soutenu par l'ONU mais contrôlé par les Syriens, afin d'établir une gouvernance politique globale et inclusive en Syrie, et cela comprend des discussions sur la constitution. En outre, et on n'y prête pas assez d'importance à mon avis, je pense que les nouveaux dirigeants syriens ont besoin d'aide pour mettre en place un processus judiciaire de transition, afin d'éviter des vengeances sanglantes. Dans ce domaine, les Nations unies ainsi que certains pays d'Europe et d'Afrique possèdent

une expertise qui pourrait être utile à la Syrie. Puis, il y a la question de la reconstruction, car la Syrie a été violentée et dévastée. Je crois que nous, Européens, avec nos partenaires américains et d'autres membres de la communauté internationale, devons rapidement lever les sanctions à leur égard. Lever les sanctions est parfois juridiquement plus difficile que de les imposer, d'ailleurs, mais ces sanctions sont toujours d'actualité, et elles seront un frein à la reconstruction. Nous devons donc préparer la reconstruction, grâce à l'argent et aux savoir-faire des pays européens et arabes. Il y a aussi de nombreux experts syriens, ce qui suppose de faire appel à la diaspora syrienne. Mais rien ne peut se faire à moins de lever, à tout le moins de suspendre, les sanctions. Ce sont des tâches juridiques qui reviennent aux Européens. Nous devons ensuite collaborer avec la Turquie, notre partenaire au sein de l'OTAN, ce qui est également une tâche qui revient aux Européens. Nous savons très bien les intérêts stratégiques de la Turquie, qui sont parfois contradictoires. D'une part, la Turquie a besoin d'une situation stable en Syrie afin que les réfugiés syriens puissent rentrer chez eux. D'autre part, la Turquie est en conflit avec les organisations kurdes et souhaite que ses alliés syriens combattent les Kurdes syriens. Les puissances européennes doivent user de leur influence sur leurs partenaires turcs au sein de l'OTAN afin que la Turquie s'engage en faveur de la stabilité en Syrie, plutôt qu'en faveur du combat contre les Kurdes. Mon dernier point, qui rejoint mon point de départ, est le suivant : il faut nous assurer de mettre à contribution les énormes capacités de la communauté des expatriés syriens dans la reconstruction de leur pays. Ce serait non seulement un argument de poids, mais aussi une ressource, comme je le disais, en faveur d'une coopération entre la Syrie et l'Europe.